

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur

Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier
75379 Paris Cedex 08

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Objet : audit du niveau des charges d'exploitation et de capital demandées par les opérateurs de stockages souterrains, de transport et de distribution de gaz naturel en France sur la période 2024-2027 pour répondre aux exigences du règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane

Sommaire

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES.....	1
ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - PROCÉDURE	5
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 - PRESTATION ATTENDUE	5
ARTICLE 7 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	7
ARTICLE 8 - LIVRABLES ATTENDUS.....	8
ARTICLE 9 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION	8
ARTICLE 10 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 11 - PRIX.....	9
ARTICLE 12 - DÉLAI DE PAIEMENT–ACOMPTE–FACTURATION	9
ARTICLE 13 - PERSONNES MANDATÉES	11
ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERÊT	11
ARTICLE 15 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	12
ARTICLE 16 - PÉNALITÉS DE RETARD	12
16.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations	12
16.2 - Autres pénalités.....	12
ARTICLE 17 - ASSURANCES	12
ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 19 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS	13
ARTICLE 20 - RÉSILIATION	14
ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	14
ARTICLE 22 - NOTIFICATION/ENVOI DE DOCUMENTS.....	14
ARTICLE 23 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	15

Insérer un saut de ligne manuellement entre les parties

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom ou raison sociale de l'acheteur

Commission de Régulation de l'Énergie

15, rue Pasquier

75379 PARIS Cedex 08

Téléphone : 01 44 50 41 00

Adresse électronique (courriel) : mp@cre.fr - Adresse Internet (U.R.L.) : www.cre.fr

Pouvoir adjudicateur

Monsieur le Secrétaire Général, Rachid Bouabane-Schmitt, par délégation du pouvoir adjudicateur en date du 17 août 2022 parue au Journal Officiel le 23 août 2022.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation, pour le compte de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), d'un audit du niveau prévisionnel des charges d'exploitation (OPEX) et des dépenses d'investissement (CAPEX) envisagés par les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution de gaz naturel ainsi que par les opérateurs de stockages souterrains de gaz naturel (ci-après les opérateurs) en France sur la période 2024-2027 pour répondre aux exigences du règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane.

1. Contexte

Le tarif d'utilisation des stockages souterrains de gaz naturel de Storengy, Teréga et Géométhane, dit « tarif ATS3 », ainsi que le tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga, dit « ATRT8 » sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2024 pour une période de quatre ans. Le tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, dit « tarif ATRD7 » est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2024 pour une période d'environ quatre ans.

Les délibérations n°2024-21 et n°2024-22 de la CRE portant respectivement décision sur le tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Teréga et Géométhane et sur le tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga prévoient « [...] une clause de rendez-vous permettant d'intégrer les charges éventuelles qui seraient liées à la mise en œuvre du Règlement européen visant à réduire les émissions de méthane une fois celui-ci adopté ».

La délibération n°2024-40 de la CRE portant décision sur le tarif ATRD7 prévoit également « une clause de rendez-vous permettant d'intégrer les charges liées à la mise en œuvre du règlement européen visant à réduire les émissions de méthane ».

Le règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane est paru le 15 juillet 2024 au Journal Officiel de l'UE et entré en vigueur le 4 août 2024.

La CRE travaille sur la prise en compte des demandes de mise à jour des charges d'exploitation et des dépenses d'investissement des opérateurs dans le cadre de leur mise en conformité avec le règlement européen sur la réduction des émissions de méthane.

Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une parfaite connaissance à la fois des exigences de ce règlement ainsi que de leurs répercussions sur la structure de coûts des opérateurs afin d'être en mesure d'analyser les impacts sur le niveau des tarifs ATS3, ATRT8 et ATRD7. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par les articles L. 452-1 et L. 452-1-1 du code de l'énergie qui précise que « [L]es tarifs [...], sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires des réseaux [...] et les opérateurs des infrastructures de stockage [...], dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'opérateurs efficaces. ».

2. Objectifs

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, le présent marché a pour objet l'exécution pour le compte des services de la CRE d'une mission d'audit du niveau des charges d'exploitation et de capital des opérateurs relevant de la mise en œuvre du règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane.

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une parfaite compréhension des charges d'exploitation et de capital additionnelles des opérateurs pour la période tarifaire (période 2024-2027), à la suite de la publication du règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane.

Pour l'accomplissement de sa mission, le titulaire s'appuiera en particulier sur les données des opérateurs, sur tout élément de comparaison et sur son expertise.

Plus précisément, les résultats de cet audit devront permettre à la CRE :

- de comprendre les conséquences du règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane sur l'activité des opérateurs ;
- d'identifier la part de ces obligations déjà respectées actuellement par les opérateurs et de préciser les dépenses associées ;
- d'identifier les besoins de mise en conformité avec les délais d'application associés ;
- de porter une appréciation sur les trajectoires de charges d'exploitation et de dépenses d'investissements proposées par les opérateurs sur les années 2024-2027, en s'appuyant notamment sur l'analyse susmentionnée du niveau de mise en conformité nécessaire ainsi que sur une comparaison des demandes des différents opérateurs ;
- d'identifier les opportunités de mutualisation de dépenses entre les différents opérateurs d'infrastructures pour atteindre le niveau de conformité requis ;
- enfin, si le titulaire considérait que le niveau des charges prévisionnelles des opérateurs ne s'avérerait pas efficient, ou que les charges ne sont pas cohérentes avec le périmètre de la régulation et les objectifs de performance définis dans le règlement méthane et avec les possibles mutualisations identifiées, de proposer un niveau de charges d'exploitation et de capital efficient pouvant être atteint par les opérateurs.

Cette étude sera structurée en 3 phases :

- Phase 1 : une description détaillée des différentes obligations induites par le règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane sur les opérateurs de distribution, de transport et de stockage de gaz naturel accompagnée d'une première appréciation du niveau de conformité initial des différents opérateurs avec ces obligations ;
- Phase 2 : une appréciation du niveau des charges d'exploitation ainsi que de l'arbitrage entre ces dernières et les charges de capital de chaque opérateur (GRTgaz, Teréga, Storengy, Géométhane et GRDF) sur la période 2024-2027 nécessaires à la mise en conformité à partir d'éléments de comparaison, ou sur la base de l'expertise du titulaire du marché ;
- Phase 3 : des recommandations quant au niveau efficient de charges d'exploitation et de capital des opérateurs qu'il conviendrait de prendre en compte dans la révision du revenu autorisé.

La présente étude sera structurée en trois phases. Le candidat devra proposer un prix global pour la réalisation des trois phases de l'étude. Ce prix sera facturé pour trente pour cent (30%) à la société GRTgaz, cinquante-trois pour cent (53%) à la société GRDF, neuf pour cent (9%) à la société Storengy, sept pour cent (7%) à la société Teréga, un pour cent (1%) à la société Géométhane.

ARTICLE 3 - PROCÉDURE

Il s'agit d'une procédure adaptée, conformément à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXÉCUTION

Durée du marché : Le présent marché démarre à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à la fin du délai d'exécution fixé ci-après.

Délai d'exécution : Le délai d'exécution de l'ensemble des phases (n°1, 2 et 3) est de **10 semaines calendaires** à compter de la date de la réunion de lancement (qui fera l'objet d'un ordre de service). En complément de l'article 3.8 du CCAG-PI, l'ordre de service pourra être émis soit par la personne en charge du suivi du marché soit par le chargé de gestion des marchés publics.

En conséquence et à titre indicatif, la mission pourrait démarrer dès la réception par la CRE des dossiers des différents opérateurs, soit mi-janvier 2025, et s'achever fin mars 2025.

Le marché n'est pas reconductible.

Nota : Le titulaire devra se rendre disponible pour la réunion de lancement dans un **délai maximum de 5 jours après la notification** du marché.

ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est régi par les documents ci-après désignés qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (édité par la direction des journaux officiels et accessible sur Légifrance),
- Les conventions, conclues entre la CRE et les opérateurs, relatives à la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 134-18 du code de l'énergie et son annexe 1,
- La « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) » **qui détaille le prix global et forfaitaire de l'étude**. La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des acomptes, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives,
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre,
- Le calendrier d'exécution.

En cas de signature manuscrite, l'original du marché, qui seul fait foi, est conservé dans les archives du représentant du pouvoir adjudicateur désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 - PRESTATION ATTENDUE

Le titulaire du marché réalisera un audit des charges d'exploitation des opérateurs de transport et de stockage et de l'opérateur de distribution GRDF et fournira les éléments suivants :

Phase 1 :

- Une description ainsi qu'une analyse détaillée des obligations induites par le règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane sur les acteurs des secteurs d'activité suivants, ainsi que des délais de mise en conformité associés :
 - Transport de gaz naturel ;

- Stockage de gaz naturel ;
- Distribution de gaz naturel.
- Une première évaluation des actions déjà mises en place par les opérateurs sur la période 2020-2024 afin d'analyser :
 - Le niveau de conformité actuel des opérateurs avec les exigences du règlement européen et ainsi définir les différentes obligations avec lesquelles les opérateurs devront encore se mettre en conformité, au regard notamment de leurs périmètres respectifs.
 - Le niveau d'exigence et d'impact des actions d'ores et déjà mises en œuvre par les opérateurs et des postes de dépenses associés sur la période 2020-2024.
- Une évaluation critique des propositions des opérateurs pour se mettre en conformité avec le règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane basée sur les analyses susmentionnées. Cette évaluation permettra de discriminer les actions nécessaires à entreprendre parmi les propositions des opérateurs.

Phase 2 :

- Une analyse quantifiée des différents postes de charges d'exploitation envisagées pour la période 2024-2027 par chaque opérateur pour se mettre en conformité avec le règlement méthane dans les délais attendus. En complément de l'analyse poste par poste, une étude particulière des thèmes suivants (nécessité et montant alloué) sera réalisée, sans que cette liste soit limitative :
 - Charges de personnel :
 - Les charges induites par le recrutement d'ETP additionnels.
 - Charges d'exploitation liées aux campagnes de détection des fuites et de réparation (LDAR) :
 - La fréquence des campagnes de détection.
 - Les coûts unitaires des campagnes par type d'ouvrage (station de compression, poste de livraison, poste de sectionnement, stockage...).
 - Les outils digitaux associés.
 - Charges d'exploitation liées à l'interdiction de la mise à l'évent et du torchage
 - Charges d'exploitation liées au reporting :
 - Les campagnes de reporting additionnelles.
 - L'audit du reporting par un organisme tiers indépendant.
 - Les outils et logiciels de reporting additionnels.
 - Les prestations tierces associées.
- Une analyse quantifiée des dépenses d'investissement envisagées par chaque opérateur pour se mettre en conformité avec le règlement méthane dans les délais attendus. En complément de l'analyse poste par poste, une étude particulière des thèmes suivants (nécessité et montant alloué) sera réalisée, sans que cette liste soit limitative :
 - L'allocation des charges de capital liées aux campagnes de détection des fuites et de réparation (LDAR) :
 - Réparations prévisionnelles et coûts associés.
 - Achats de matériel de détection.
 - L'allocation des charges de capital liées au reporting
 - L'allocation des charges de capital liées à l'interdiction de la mise à l'évent et du torchage
 - Les achats logiciels potentiels.

- Une appréciation de la répartition des charges prévisionnelles entre les OPEX et les CAPEX pour chaque opérateur.

Ces appréciations devront être réalisées au regard :

- de l'analyse des exigences réglementaires effectuées durant la phase 1 ;
- des explications apportées par les opérateurs pour justifier des charges additionnelles prévisionnelles ;
- de la décomposition analytique de l'intégralité des charges produite par les opérateurs effectuée lors de la phase 2 ;
- des éléments de comparaison des meilleures pratiques du marché ;
- des synergies possibles et opportunités de mutualisation de certains postes de coûts entre les différents opérateurs ;
- de l'expertise du titulaire du marché en matière de meilleures pratiques.

A défaut de justification fournie par les opérateurs, la trajectoire prévisionnelle de référence ne sera pas ajustée au regard des exigences du règlement européen 2024/1787 sur la réduction des émissions de méthane et restera au niveau défini par les tarifs ATS3, ATRT8 et ATRD7.

Dans la mesure du possible, des éléments de comparaison avec d'autres opérateurs de stockage, de transport et de distribution de gaz naturel en Europe devront être intégrés à l'analyse du titulaire du marché. Ces éléments de comparaison devront faire l'objet d'une analyse critique et être clairement explicités par le titulaire. Ils devront prendre en compte les différences structurelles entre les opérateurs objets de la comparaison et les opérateurs de considérés dans cette étude.

Phase 3 :

- Des recommandations argumentées quant au niveau efficient de charges nettes d'exploitation et de capital additionnelles de chaque opérateur qu'il conviendrait de prendre en compte dans les charges à recouvrer par le tarif ;
- Une appréciation des indicateurs de performance (coûts d'abattement, délais, etc.) suivis par les opérateurs ainsi que de leur plan d'action associé pour satisfaire à leurs obligations induites par le règlement européen 2024/1787.

ARTICLE 7 - RÉUNIONS INTERMÉDIAIRES ET PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les services de la CRE auront la charge du suivi de l'audit.

Une réunion de lancement de la mission réunira l'équipe du titulaire du marché et le comité de pilotage interne à la CRE et les interlocuteurs appropriés des différents opérateurs.

Des points téléphoniques ou des réunions intermédiaires (dans les locaux de la CRE ou bien en visioconférence) seront organisés toutes les semaines, notamment pour :

- Valider l'approche et les différents points de méthodologie proposés ;
- Rendre compte de l'avancement de la mission ;
- Traiter les éventuels obstacles ou problèmes rencontrés par le titulaire.

A l'issue de la phase 3, une réunion de présentation aux services de la CRE du projet de rapport final sera organisée par le titulaire du marché.

Les résultats de l'audit seront également présentés aux opérateurs, en présence des services de la CRE. Les éventuels commentaires émis par ces derniers dans le cadre de cette réunion de restitution, ainsi que les réponses apportées par le titulaire du marché à ces commentaires, seront intégrés au rapport final. Cette phase contradictoire pourrait durer entre 1 et 2 semaines et est comprise dans le délai d'exécution de 10 semaines prévu pour les phases 1 à 3.

A l'issue de ces échanges, le rapport final détaillé de l'audit sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE.

Enfin, les résultats de la mission pourront être présentés par le titulaire du marché au Collège de la CRE dans le cadre d'une audition, en présence des services de la CRE.

ARTICLE 8 - LIVRABLES ATTENDUS

Pour chacune des réunions, le titulaire du marché proposera un ordre du jour et réalisera un support de présentation et un compte rendu. Les documents seront envoyés aux participants, par courrier électronique, **au plus tard 3 jours ouvrés avant les réunions**, afin que celles-ci se déroulent dans des conditions satisfaisantes.

Les comptes rendus des réunions devront être envoyés à la CRE par mail **dans un délai de 3 jours calendaires après la réunion**.

A la fin de la phase 3, une réunion finale de restitution des résultats de l'audit sera organisée avant la fin du délai d'exécution de 10 semaines. Au cours de cette réunion, le rapport final détaillé de l'audit, en format Word, sera remis et présenté par le titulaire du marché aux services de la CRE. Il sera accompagné :

- d'une synthèse reprenant les éléments importants du rapport détaillé ;
- d'une présentation PowerPoint des éléments clés de l'audit ;
- d'une annexe comportant l'ensemble des données recueillies au format Excel, configuré de manière à pouvoir adapter de manière automatique les hypothèses d'inflation.

Le titulaire du marché fournira également à la CRE, à la fin du marché, une version du rapport final susceptible d'être rendue publique par la CRE, qui ne comprendra pas d'information commercialement sensible relevant du secret des affaires.

L'ensemble des documents sera rédigé en français. Ils seront remis sous la forme d'une version électronique dans un format courant (Word, Excel, PowerPoint, PDF).

ARTICLE 9 - VÉRIFICATIONS ET RÉCEPTION

La date de remise de ces documents finaux par le titulaire (rapports finaux notamment) est considérée comme le point de départ des opérations de vérification du pouvoir adjudicateur (la CRE) qui prendra dans le délai de vérification de 15 jours ouvrés (par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI) une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG PI. Les prestations sont considérées être reçues si aucune décision de réception explicite n'est intervenue dans ce délai. La décision sera matérialisée par l'envoi d'un mail du responsable du service en charge du suivi du marché.

La date de remise des documents finaux est celle de la date de la réunion de restitution finale ou à défaut de réunion, la date du courriel d'envoi des documents finaux par le titulaire à la CRE. Cette date marque la fin du délai d'exécution des prestations. Néanmoins, dans l'hypothèse où le rapport ne serait pas satisfaisant (décision d'ajournement de la CRE), le titulaire devra procéder aux modifications nécessaires dans un délai qui sera fixé dans la décision de la CRE. Dans ce cas, le délai d'exécution initial continue à courir et les pénalités de retard pourront être appliquées conformément à l'article 17 du présent CCP.

ARTICLE 10 - AVANCE - CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Avance : En application des articles L 2191-2 et L 2191-3 du code de la commande publique, le titulaire a droit au bénéfice d'une avance de 5 % accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf s'il y a renoncé dans son acte d'engagement.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance fixé au II du présent article est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens de l'article mentionnée à l'article R. 2151-13.

Cautionnement et retenue de garantie : Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement et il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 11 - PRIX

Les prestations sont à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est ferme et non révisable. Il est réputé établi à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ce prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de mission et de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation.

ARTICLE 12 - DÉLAI DE PAIEMENT–ACOMPTES–FACTURATION

Facturation / acomptes :

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI avec les précisions suivantes.

Le titulaire procédera à une facturation des prestations après l'admission des prestations. Les acomptes sont versés trimestriellement, néanmoins, ils pourront être versés mensuellement pour les PME conformément à l'article R-2191-22 du CCP, si le titulaire en fait la demande.

La facture mentionnera les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- numéro RCS ;
- références bancaires ou postales sur lesquelles doit s'effectuer le paiement ;
- date de la facture ;
- numéro d'ordre ;
- nom et adresse du débiteur ;
- référence et objet du marché ;
- objet de la demande de paiement ;
- montant total hors TVA ;
- montant TTC.

Le titulaire devra préciser de manière détaillée le prix proposé pour la réalisation de l'étude, dont le coût devra être facturé :

- Pour cinquante-trois pour cent (53%) à la société GRDF,
- Pour trente pour cent (30%) à la société GRTgaz,
- Pour neuf pour cent (9%) à la société Storengy,
- Pour sept pour cent (7%) à la société Teréga,
- Pour un pour cent (1%) à la société Géométhane, au titre des audits menés.

En application de l'article L. 134-18 du code de l'énergie, cette étude, commanditée par la CRE, est réalisée aux frais de la société Storengy, de la société Teréga, de la société GRTgaz et de la société Géométhane.

Compte tenu de la particularité de la prise en charge du paiement, une attention particulière à la facturation est demandée au titulaire.

Le titulaire du marché devra facturer la société GRDF à hauteur de cinquante-trois pour cent (53%) du montant total de l'étude et devra adresser la facture à :

GRDF
À l'attention de Madame Laurence Poirier-Dietz
6 Rue Condorcet
75009 Paris

Le titulaire du marché devra facturer la société GRTgaz à hauteur de trente pour cent (30%) du montant total de l'étude et devra adresser la facture à :

GRTgaz
À l'attention de Monsieur Thierry Trouvé
12 rue Raoul Nordling
CS 70001
92270 Bois-Colombes Cedex

Le titulaire du marché devra facturer la société Storengy à hauteur de neuf pour cent (9%) du montant total de l'étude et devra adresser la facture à :

Storengy
À l'attention de Madame Charlotte Roule
12 rue Raoul Nordling
CS 70001
92270 Bois-Colombes Cedex

Le titulaire du marché devra facturer la société Téréga à hauteur de sept pour cent (7%) du montant total de l'étude et devra adresser la facture à :

Téréga
À l'attention de Monsieur Dominique Mockly
49 rue Dufau
BP 522
64 010 Pau cedex

Le titulaire du marché devra facturer la société Géométhane à hauteur de un pour cent (1%) du montant total de l'étude et devra adresser la facture à :

Géométhane
A l'attention de Monsieur Jean-Michel NOE
2 rue des Martinets
CS 70030
92569 Rueil-Malmaison Cedex

Les factures devront cependant être envoyées à la CRE uniquement sous forme dématérialisée à l'adresse suivante :

sf@cre.fr et mp@cre.fr

À cette fin, Storengy, Téréga, Géométhane, GRTgaz, GRDF et la CRE ont accepté par avance de s'engager dans les conventions de délégation de paiement (CDP) figurant en annexe.

La soumission au présent marché vaut engagement du candidat, sous la condition de devenir titulaire du marché, à signer la convention de délégation de paiement figurant en annexe de la convention d'engagement à signer une CDP.

Délai de paiement :

Le délai maximum de paiement est de trente jours, fin de mois à compter de la date de la demande de règlement après service fait.

A défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de remboursement au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre

de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 13 - PERSONNES MANDATÉES

Le titulaire s'oblige à mettre à disposition de la CRE, pendant toute la durée du marché, un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la mission.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire du marché, sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

En particulier, le titulaire s'engage, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, à désigner à l'acte d'engagement un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent marché, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur, sauf démission ou suspension du contrat de travail

Tout changement dans les moyens mis en œuvre pour délivrer les prestations et tout changement de l'interlocuteur unique, doit être soumis à l'accord préalable de la CRE.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants dédiés à la mission serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le Pouvoir Adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

En particulier, en cas d'indisponibilité temporaire ou permanente d'un membre de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au Pouvoir Adjudicateur sous un **délai de cinq (5) jours ouvrés** à compter de ladite indisponibilité.

Pour des motifs liés à la bonne exécution des prestations, le remplacement d'une personne de l'équipe dédiée ou de l'interlocuteur unique peut également être réalisé à la demande de la CRE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire doit alors proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un **délai de quinze (15) jours ouvrés** à compter de la demande de remplacement faite par la CRE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 dernier alinéa du CCAG-PI, à défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les délais précités, ou bien si la CRE récusé le premier remplaçant proposé, le marché pourra être résilié sans versement d'indemnité dans les conditions précisées à l'article 21 du présent CCP.

Aucun délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ne sera accordé au titulaire en cas de changement d'équipe.

ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERÊT

Le titulaire garantit à la CRE que les personnes affectées à la réalisation de la présente mission ne sont pas dans une situation de conflit d'intérêt.

Le titulaire fournira à la CRE la liste détaillée des prestations qu'il a effectuées pour le compte d'opérateurs de stockage ou de fournisseurs de gaz et d'électricité depuis 3 ans.

ARTICLE 15 - ACCEPTATION ET PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Conformément au chapitre III (article L2193-1 et suivants) du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu au préalable de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

ARTICLE 16 - PÉNALITÉS DE RETARD

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – PI, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

16.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le prestataire encourt une **pénalité forfaitaire de 150 euros par jour** de retard. Cette pénalité est applicable pour chaque délai d'exécution et livraison prévu au présent CCP, c'est-à-dire notamment pour chaque délai et livraison intermédiaire fixé dans le calendrier d'exécution de l'étude.

16.2 - Autres pénalités

Pénalité pour **absence aux réunions** : **100 euros par absence**.

Pénalité pour **non remise des documents préparatoires** aux réunions dans le délai : **25 euros**

Pénalité pour retard dans la remise d'un compte-rendu : **25 euros par jour de retard**

Pénalité en cas de **non-remplacement de l'interlocuteur unique ou d'un membre de l'équipe** dans le délai indiqué à l'article 14 du présent CCP : **50 euros par jours de retard**

Pénalité **pour non-respect du délai maximum imposé au titulaire pour se rendre disponible** à la réunion de lancement : **50 euros par jours de retard**

Pénalités pour violation de l'obligation de confidentialité :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable ni invitation à présenter des observations :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 10 % du montant du marché public ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant du marché public.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier avant la notification du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Les précisions suivantes complètent l'article 5 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à des données à caractère personnel mais également à des informations commercialement sensibles, dont la confidentialité est protégée par les articles L. 111-72 et suivants du code de l'énergie.

Le titulaire qui, avant la notification du marché, ou au cours de son exécution, ou même après avoir exécuté toutes les prestations, a reçu communication, à titre confidentiel, d'informations, documents ou objets quelconques (ci-après les « Données »), est tenu de maintenir confidentiel l'objet de cette communication.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance et/ou à n'utiliser les Données – quelles que soient leur nature, forme ou leur contenu, que ces informations aient été acquises directement ou indirectement par le titulaire au cours de discussions ou d'investigations qu'il peut mener et que ces Données soient protégées ou non par un droit ou un titre de la propriété intellectuelle – dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution du marché, que dans le strict cadre des missions qu'il réalise pour le compte de la CRE. Le titulaire s'interdit notamment toute utilisation de ces Données pour son compte ou pour le compte de tiers.

Chez le titulaire, ces Données ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'engage à ce que ces Données ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers.

Le titulaire s'assure que ces Données ne soient ni copiées ni reproduites, ni dupliquées en partie ou en totalité, sur quel que support que ce soit, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à restituer immédiatement à première demande, ou à détruire après accord de la CRE, toutes les Données et leurs éventuelles reproductions, duplications, copies. En tout état de cause, il s'engage à restituer ou détruire l'ensemble des Données à sa disposition dans un délai d'un mois à compter de la fin du marché et selon les prescriptions de la CRE.

Les obligations de confidentialité définies dans le présent article s'imposent au titulaire comme aux sous-traitants éventuels. Le titulaire demeure pleinement responsable devant la CRE de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution du marché et prennent fin à l'issue d'un délai de 3 ans à compter de la date de fin de la mission.

ARTICLE 19 - PROPRIÉTÉ DE L'ÉTUDE ET DE SES RÉSULTATS

Les précisions suivantes complètent l'article 35 du CCAG-PI sans y déroger sauf mention expresse.

Par dérogation aux articles 35.2.1 et 35.3.1 du CCAG-PI, tous les résultats (tel que ce terme est défini à l'article 32 du CCAG-PI) produits en exécution du présent marché sont la propriété exclusive de la CRE. L'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats dans le cadre du marché, ceux-ci étant cédés dans leur globalité et à titre exclusif à la CRE. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le marché.

Il en est de même pour tous les documents et informations que le pouvoir adjudicateur aura remis au candidat puis au titulaire, qui ne pourra utiliser tout ou partie des résultats faisant l'objet du présent marché sans l'accord préalable et écrit de la CRE.

En outre, l'article 35 du CCAG-PI est complété par les dispositions suivantes :

« La CRE utilisera librement les résultats du marché. Dans ces conditions, le titulaire s'engage à ce que les contrats de travail de ses salariés, ceux de ses co-traitants et de ses éventuels contrats de sous-traitance, ne fassent pas obstacle à une libre utilisation de la prestation par la CRE. Le titulaire s'engage à reprendre les dispositions ci-dessus dans ses contrats de sous-traitance.

Les co-traitants doivent se céder leurs droits (fournir la convention d'engagement dans laquelle figureront les droits cédés) ».

Il est rappelé également la possibilité pour la CRE d'utiliser librement, en contrepartie de sa contribution financière, les résultats, même partiels, des prestations réalisées par le titulaire. Ces droits incluent les

droits d'exploitation ultérieure, de représentation et de reproduction, sans aucun nouveau versement de droits par la CRE, étant entendu que toute exploitation de l'œuvre, toute édition ou toute publication autorisée par la CRE fera mention du prestataire.

ARTICLE 20 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA MISSION

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider l'arrêt de l'exécution de la mission après chacune des phases du marché (art. 6 du CCP) suivant les dispositions de l'article 20 du C.C.A.G-PI. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 22 - RÉSILIATION

Les dispositions applicables en matière de résiliation sont celles du chapitre 7 du CCAG – PI avec les précisions et dérogations décrites ci-dessous.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la CRE se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

Selon les cas énumérés à l'article 39.1 du CCAG-PI, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du titulaire, et prendre la forme d'une notification. Ainsi, dans un premier temps la CRE adresse au titulaire un courrier recommandé lui annonçant son intention de résilier le contrat. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour formuler ses observations à compter de la réception du courrier recommandé. Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG - PI, une fois ce délai expiré, la CRE pourra prononcer à titre définitif la résiliation du marché (sans qu'il soit nécessaire d'assortir la mise en demeure d'un délai d'exécution et que cette dernière soit restée infructueuse).

La date de prise d'effet de la résiliation sera fixée par courrier.

Par dérogation à l'article 3.4.3 et 39.1.e) du CCAG-PI, le marché pourra également être résilié à défaut de proposition dans les délais précisés au présent CCP d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, ou bien si le premier remplaçant proposé est récusé par la CRE.

Conformément à l'article 39.2 du CCAG-PI, la CRE se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate sans mise en demeure quand le titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 22 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige entre les Parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable dans un délai maximum de 30 jours à compter du constat du litige.

En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 23 - NOTIFICATION/ENVOI DE DOCUMENTS

La notification du présent marché interviendra par voie dématérialisée conformément à l'article L2132-2 du code de la commande publique et ce via le profil d'acheteur.

Le profil d'acheteur pourra également être utilisé, pour tous les échanges (échanges d'information ou courriers divers ...) intervenant pendant l'exécution du marché ou pour la transmission de documents établis dans le cadre de l'exécution du contrat (décision de réception, décision d'ajournement, avenant, sous-traitance...).

ARTICLE 24 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCP déroge au CCAG PI notamment sur les points suivants :

- L'article 4 complète à l'article 3.8 relatif aux ordres de service ;
- L'article 5 déroge à l'article 4.1 relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles ;
- L'article 9 déroge aux articles 28 et 29 relatifs aux décisions après vérification ;
- L'article 13 déroge à l'article 3.4 relatif aux personnes désignées par le titulaire ;
- L'article 16 déroge à l'article 14 relatif aux pénalités ;
- L'article 19 complète et déroge à l'article 35 relatif à l'utilisation des résultats de l'étude ;
- L'article 21 déroge à l'article 39 relatif à la résiliation du marché
- L'article 22 déroge à l'article 43 relatif aux différends.

Pour le reste, tous les points non abordés au présent document sont régis par le C.C.A.G.-PI